

d'une conférence constitutionnelle nationale, à laquelle les délégués avaient été élus de façon moins que démocratique, ont été rejetés par le gouvernement. En avril, un projet de Constitution a été adopté, sans toutefois qu'on fixe de calendrier pour le retour à la démocratie. En octobre, le gouvernement militaire a déclaré qu'il faudrait trois ans pour ce faire, échéance qui a été décriée par tous comme insuffisante et précaire. L'exécution de Ken Saro-Wiwa en novembre a donné lieu à un accroissement des pressions exercées sur le Nigéria, la communauté internationale demandant le rétablissement de la démocratie et la tenue d'élections au plus tard dans deux ans. La fin de 1995 n'a apporté que peu de signes encourageants de progrès (voir la section sur les organisations multilatérales).

Les tentatives de miser sur l'introduction du multipartisme au Kenya ont connu des ratés en 1995. La révision promise de la Constitution n'a pas eu lieu et la publication d'allégations toujours plus nombreuses de corruption et d'intervention dans le système judiciaire a incité la population à s'intéresser davantage à l'indépendance du pouvoir judiciaire. Le gouvernement a continué de harceler et d'arrêter les membres des partis d'opposition : il a refusé d'inscrire le nouveau parti Safina et n'a ni empêché ni condamné la raclée infligée par les partisans du gouvernement aux membres du parti Safina lors d'un ralliement tenu en août.

En Ouganda, la nouvelle Constitution a été promulguée en octobre après un débat ouvert et animé entre les délégués. La Constitution prolongeait pour cinq années encore la vie du système politique fondé sur les « mouvements » à titre de seul système légal pour les cinq prochaines années. Bien que les candidats aux élections présidentielles et parlementaires de 1996 se présentent à titre individuel et non comme candidats d'un parti, les partis politiques continuent d'exister, mais ils sont frappés de rigoureuses restrictions concernant leur organisation et leurs activités. Le référendum promis au bout de la période de cinq ans déterminera l'ampleur de l'appui à un retour au multipartisme.

Le processus de consolidation démocratique s'est clairement manifesté au Mozambique où, après des élections historiques tenues en septembre 1994, le Parlement